

30.—Recettes et dépenses ordinaires brutes des gouvernements provinciaux au cours de leur année financière terminée les années de recensement 1871-1931 et chaque année de 1932 à 1945—fin

Année	Alberta		Colombie-Britannique		Totaux, toutes provinces	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
1871.....	-	-	191,820 ¹⁰	97,602 ¹⁰	5,518,946	4,935,008
1881.....	-	-	397,035	378,779	7,858,698	8,119,701
1891.....	-	-	959,248	1,032,104	10,699,815	11,628,353
1901.....	-	-	1,605,920	2,287,821	14,074,991	14,146,059
1906.....	1,425,059 ⁹	1,485,914 ²	3,044,442	2,328,126	23,027,122	21,169,868
1911.....	3,309,156	3,437,088	10,492,892	8,194,803	40,706,948	38,144,511
1916.....	5,281,695	6,018,894	6,291,694	10,083,505	50,015,795	53,826,219
1921.....	11,086,937	13,109,304	15,219,264	15,236,981	102,030,458	102,569,515
1926.....	11,912,128	11,894,328	20,608,672	19,829,522	146,450,904	144,183,178
1931.....	15,710,962	18,017,544	23,988,199	27,931,866	179,143,480	190,754,202
1932.....	13,492,430	18,645,481	25,682,892	32,734,452	193,081,576	214,389,154
1933.....	15,426,285	17,533,786	28,333,115	26,169,492	184,868,470	200,527,219
1934.....	15,178,607	17,056,639	22,618,367	22,992,344	175,867,349	229,489,726
1935.....	15,790,170	17,528,221	25,603,942	24,439,767	160,567,695	181,175,686
1936.....	16,636,652	18,287,450	29,016,044	26,396,560	232,616,182	248,141,808
1937.....	20,743,046	20,665,193	31,575,892	28,886,870	268,497,670	253,443,737
1938.....	24,127,806	21,359,739	34,395,477	31,130,578	287,965,846	273,861,417
1939.....	24,269,817	21,242,625	35,908,899	34,907,898	296,873,259	289,228,599
1940.....	24,410,040	21,922,189	36,417,312	33,037,276	302,526,230	305,820,811
1940 ⁴	25,956,000	21,597,000	41,850,000	37,957,000	355,311,000	330,930,000
1941.....	28,104,000	20,845,000	43,135,000	37,947,000	404,791,000	349,818,000
1942.....	28,752,000	21,312,000	44,148,000	36,273,000	412,385,000	354,195,000
1943.....	30,528,000	22,721,000	44,496,000	37,158,000	435,771,000	378,790,000
1944.....	32,560,000	25,002,000	47,295,000	40,619,000	448,975,000	414,155,000
1945 ⁵	40,651,000 ¹¹	28,034,000 ¹¹	53,468,000	45,607,000	507,921,000	451,074,000

¹ Comprendrent les dépenses au compte-capital, qui ne sont pas séparables. ² Neuf mois. ³ Quatorze mois. ⁴ Pour faciliter les comparaisons interprovinciales, les recettes et les dépenses ordinaires ont été placées sur une base brute et certains ajustements ont été faits. Pour la conciliation avec les divers comptes publics voir *Statistiques financières des gouvernements provinciaux du Canada, 1940*, et années suivantes. Les statistiques des années paraissant sous la ligne sont celles des années financières terminées à la date la plus rapprochée du 31 décembre de l'année indiquée. ⁵ Quinze mois. ⁶ Moins l'intérêt payé par l'Hydro et autres commissions. ⁷ Cinq mois. ⁸ Moins \$7,136,000 en 1941, \$1,510,000 en 1943, \$16,878,000 en 1944 et \$9,000 en 1945 en exécution des garanties de la loi autorisant les municipalités à contracter des emprunts pour graines de semence et fournitures, 1937. ⁹ Provisoire. ¹⁰ Six mois. ¹¹ Non compris les sommes perçues et les paiements et dépenses faits en rapport avec le programme de réorganisation de la dette.

Sous-section 2.—Dette des provinces

Dette fondée.—En 1945, la dette fondée brute représente 82 p. 100 de la dette directe brute—à peu près la même proportion qu'en 1944 (83 p. 100). La dette fondée brute de tous les gouvernements provinciaux, qui est de \$218,870,000 en 1916, augmente régulièrement jusqu'en 1940 alors qu'elle atteint un sommet de 1,734 millions de dollars. Elle diminue ensuite chaque année jusqu'à 1,642 millions en 1945, réduction de 92 millions depuis 1940, mais la réduction ne se fait pas sentir dans toutes les provinces car la dette fondée brute de l'Île du Prince-Edouard, du Nouveau-Brunswick et du Québec augmente de 1940 à 1945. Le tableau 31 indique aussi une diminution générale du taux moyen du coupon d'intérêt entre 1940 et 1945 de 0.3 p. 100, bien que le terme moyen d'échéance augmente légèrement.

Il y a une réduction importante du montant d'obligations des gouvernements provinciaux payables à l'étranger comme l'illustre le fait que les obligations, payables au Canada seulement, augmentent d'environ 39 millions de dollars de 1940 à 1945 en dépit de la diminution simultanée de plus de 92 millions de la dette fondée brute. (Voir tableau 32.)

Dette totale des gouvernements provinciaux.—Le tableau 33 est dressé sur une base comparable pour chaque province: l'analyse est sur la même base que celle de la dette fédérale et municipale aux tableaux 22 et 40, respectivement.